

Le reste provient de sources privées. Il s'agit, bien sûr, d'une somme importante mais qui est loin d'être suffisante.

Le gouvernement canadien participe activement à ce transfert. Depuis que nous avons commencé à contribuer au Plan de Colombo, nous avons constamment prôné l'idée que le développement économique peut se faire au sein même du tiers monde, que nous pouvons accélérer le processus, que nous devons prendre les mesures adéquates à cette fin et qu'en fin de compte, il y va de notre propre intérêt de contribuer à l'expansion du monde en voie de développement. Depuis 1950, le Canada a versé par l'intermédiaire du Plan de Colombo plus de 800 millions de dollars aux nations en voie de développement de l'Asie du Sud et du Sud-est. Rien qu'à l'Inde, nous avons versé un demi-milliard de dollars. Nous avons intensifié nos efforts afin de pouvoir inclure les pays francophones et anglophones d'Afrique, les Antilles faisant partie du Commonwealth et l'Amérique latine. Mais, je le répète, il reste beaucoup à faire et l'on y travaille actuellement.

Le Canada est un des quelques pays développés qui a entrepris d'accroître de façon sensible son aide aux pays en voie de développement. Au cours de la dernière année financière, plus de 300 millions de dollars ont été affectés à cette aide. Une somme semblable a été mise en disponibilité pour la présente année financière. Et cela, malgré les nombreuses autres charges qui grèvent actuellement le budget du gouvernement fédéral.

Naturellement, en consacrant plusieurs centaines de millions de dollars par année à notre programme d'aide, nous tenons compte des intérêts du Canada et ne perdons pas de vue nos objectifs fondamentaux qui sont de porter au maximum le développement économique et social des pays qui en sont l'objet. Nous avons un double enjeu lorsque nous encourageons les sociétés canadiennes à nous aider à mettre ces fonds à contribution. Une partie considérable de ces sommes sont affectées directement à l'achat de biens et de services canadiens. Les hommes d'affaires et les ingénieurs canadiens nous aident à identifier les projets à mettre à exécution et les besoins des pays destinataires. Et nous avons essayé de conformer les modes d'acquisition aussi étroitement que possible aux méthodes d'affaires ordinaires. Nous avons augmenté le crédit de façon à financer les enquêtes qui précèdent les investissements et les études de rentabilité qui doivent être effectuées par des sociétés canadiennes et avons rendu disponibles des fonds pour financer les contrats adjugés aux sociétés canadiennes à la faveur d'appels d'offres internationaux.

C'est ainsi que grâce à nos programmes d'aide directe, le Canada fait sa part lorsqu'il s'agit de fournir des ressources financières aux nations en voie de développement. Les hommes d'affaires chevronnés du Canada peuvent nous aider à utiliser ces fonds de la façon la plus efficace. Les sociétés canadiennes obtiendront des contrats visant des biens d'équipement, financés par la Société d'assurance des crédits à l'exportation. D'autres profiteront de l'occasion de remplir des commandes passées par les pays en voie de développement grâce à l'aide que nous leur accordons. Ces ventes prendront d'une façon générale la forme de biens d'équipement et de services d'ingénieurs, mais elles viseront à l'occasion la fourniture de matériaux.

Tous les fonds canadiens n'ont pas un caractère bilatéral. Nous avons toujours jugé qu'il était important de coordonner notre programme d'aide